

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAN, IRAK

N° 41 – du 26 octobre au 2 novembre 2023

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : ISRAËL – MESURES POUR ASSURER LA CONTINUITÉ ÉCONOMIQUE ET LE FINANCEMENT DE LA GUERRE

Israël est encore loin de vivre ou d'organiser une économie de guerre. Seul le secteur gazier est déclaré en « état d'urgence », dans la mesure où le gaz permet de produire de l'électricité et donc de l'eau désalinisée. Le fonctionnement des ports et l'approvisionnement des villes sont quasiment à l'état normal. Le coût des réorganisations et assurances sera toutefois sensible pour tous. Des mesures s'imposent aussi pour contrer la baisse des IDE (déjà observée avant le conflit), le ralentissement de la consommation et les pertes en matière de commerce extérieur. Les trois principales agences de notation (Moody's, Fitch et S&P) ont revu leur perspective de notation souveraine d'Israël de « stable » à « négative ». La guerre risque ainsi de conduire à une dégradation ultérieure de la note souveraine d'Israël.

LE CHIFFRE À RETENIR

9 à 11%

PART DE LA MAIN
D'ŒUVRE ISRAËLIENNE
AYANT ÉTÉ MOBILISÉE

La guerre et la mobilisation entraînent un ralentissement de la demande et de l'offre. La consommation non-alimentaire s'effondre, phénomène inhérent au choc de confiance et à la mobilisation de 350 000 réservistes. À cela vient s'ajouter la baisse drastique de la main d'œuvre « importée », composée de plus de 200 000 travailleurs palestiniens de Cisjordanie (qui ne se rendent plus sur le territoire) et de 150 000 travailleurs non juifs venus de pays tiers (dont 5 000 sont déjà repartis). La population active d'Israël est évaluée à 4,3 millions de personnes mais le taux d'emploi du pays est bas (environ 65%). Ainsi, c'est environ 9 à 11% de la main d'œuvre nationale qui est sous l'uniforme et presque les deux tiers de la main d'œuvre non-israélienne qui sont absents. Avec un taux de chômage de 3,3%, le marché de l'emploi n'offre pas de substituts à cette main d'œuvre. La Banque Centrale, soucieuse d'éviter l'inflation importée liée à la baisse du shekel, maintient son taux directeur à 4,75%.

S'agissant du commerce extérieur, outre la division par deux des exportations de gaz vers l'Égypte, deux risques sectoriels de moyen terme sont identifiés : (i) la tech (55% de l'export civil de biens et services) fonctionne avec des entreprises partiellement déstabilisées par la baisse des IDE et un fort taux de mobilisation parmi leur personnel ; (ii) les industries de défense, qui exportent 70% de leur chiffre d'affaires (12,5 Md\$ en 2022), serviront en priorité l'armée israélienne, ce qui pénalisera certains contrats export.

L'aide extérieure devrait essentiellement provenir des États-Unis. Israël peut compter sur un important élan de générosité organisé par sa diaspora, particulièrement marqué aux États-Unis. Diverses associations ont déjà facilement récolté près de 500 M USD. En parallèle, l'aide militaire américaine s'élève à 3,8 Md\$ / an depuis 2019 (pour une durée de 10 ans). Cela représente environ 16% du budget israélien de la Défense en temps normal. À cela vient s'ajouter l'aide exceptionnelle de 14,3 Mds USD pour la durée du conflit contre le Hamas.

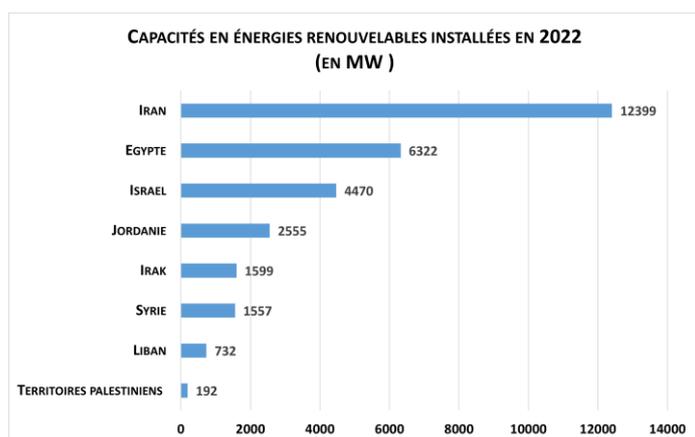
Pour autant, c'est à l'intérieur d'Israël que se jouera l'essentiel du financement de la guerre. Le débat politique concernant le remaniement du budget n'est pas encore tranché. L'« Israel Property Tax Compensation Fund » qui était créateur de 4,5 Md€ à fin septembre, sera vite épuisé. Il avait déjà été utilisé pour financer des mesures politiques ponctuelles et, pour le seul mois d'octobre, ce sont presque 2,5 Md€ qui iront aux compensations. L'endettement public semble inévitable et, selon la Banque d'Israël, son taux passera en un an de 60 à 65% du PIB (il était de 70% au sortir de la crise du Covid-19). Israël conserve néanmoins d'importantes capacités d'emprunt. Par ailleurs, des mesures plus hardies pourraient émerger : (i) une revue de certaines politiques publiques ; (ii) une réforme fiscale. Les mois qui viennent seront révélateurs de la volonté de profiter de la guerre pour réformer, dans un sens ou un autre, une partie des finances publiques et, peut-être, de l'économie.

Service Économique de Tel Aviv

RÉGION

1. PROGRESSION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION D'ÉNERGIES RENOUVELABLES AU PROCHE-ORIENT.

Selon la dernière publication de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) portant sur les *Statistiques sur les énergies renouvelables en 2023*, les capacités globales installées (MW) au Proche Orient ont augmenté de 7% entre 2021 et 2022. Le Liban est le pays ayant connu la plus forte augmentation (+52%), suivi par Israël (+22%) et la Jordanie (+18%). En 2022, l'Iran, l'Égypte et Israël représentait respectivement 42%, 21% et 15% des capacités installées du Proche Orient. Toutefois, le Proche-Orient représente toujours moins de 1% des capacités mondiales de génération d'énergies renouvelables.



ÉGYPTE

1. AUGMENTATION DE 17% DU SALAIRE MINIMUM DANS LE SECTEUR PRIVÉ EN 2024.

Le salaire minimum du secteur privé a été augmenté pour la troisième fois en moins d'un an afin de soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs face aux pressions inflationnistes (38 % en g.a en septembre 2023). Dans [un communiqué](#) publié le 27 octobre, le Ministère de la planification et du développement économique a déclaré que les entreprises du secteur privé devront octroyer à leurs employés un salaire brut d'au moins 3 500 EGP (≈ 108 EUR) par mois à partir de janvier 2024, contre 3 000 EGP (≈ 92 EUR) actuellement. Ce salaire restera toutefois inférieur au salaire minimum brut du secteur public relevé à 4 000 EGP (≈ 123 EUR) depuis le mois de septembre.

2. ASSOULPISSEMENT DES RESTRICTIONS SUR L'UTILISATION DES CARTES BANCAIRES À L'ÉTRANGER.

Dans [un communiqué du 26 octobre 2023](#), la Banque Centrale d'Égypte (BCE) a assoupli ses restrictions sur l'utilisation des cartes de crédit à l'étranger. Suite à cette annonce, la valeur de l'EGP sur le marché parallèle s'est renforcée. Elle s'échange désormais à 44 EGP/USD contre 48 EGP/USD précédemment (mais 31 EGP/USD au taux officiel). Les utilisateurs de cartes de crédit n'auront plus besoin de présenter une preuve de voyage avant de quitter le pays et devront simplement informer leur banque de leur intention de voyager. Pour mémoire, à travers [deux instructions](#) publiées début octobre 2023, la BCE avait demandé aux banques égyptiennes d'imposer des limites à l'utilisation des cartes de crédit et de débit pour les transactions en devises étrangères dans le pays et à l'étranger.

3. DÉPÔT DE PRÈS DE 1 MD \$ DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DE CHINE (CDB) À LA BANQUE CENTRALE D'ÉGYPTE.

La Banque de Développement de Chine (CDB) a annoncé avoir accordé à la Banque Centrale d'Égypte (CBE) 7 milliards CNY (environ 957 M USD) le 30 octobre 2023, conformément à l'accord de conversion de dette signé le mois dernier lors du Forum « Belt Road Initiative » (BRI) à Pékin mi-octobre. Ce nouveau financement fait suite aux accords conclus lors du Forum BRI et aux neuf projets déjà décidés lors du Forum sur la coopération sino-africaine tenu en 2021. Ce financement vient compléter une série de prêts de la CDB à l'Égypte d'une valeur totale de 6,5 Mds USD au cours des neuf premiers mois de 2023, notamment pour soutenir la CBE, le financement bancaire local, des projets d'infrastructures électriques et des projets industriels. La banque envisage également d'ouvrir une succursale en Égypte dans le cadre de la mise en œuvre des accords de swaps.

IRAQ

1. ANNONCE DU PREMIER PROJET DU IRAQI DEVELOPMENT FUND.

Le premier projet du Fonds irakien pour le développement (*Iraqi Development Fund*), créé par la loi de Finances pour 2023-2025, a été annoncé le 29 octobre. Il s'agira d'un projet de construction d'école. Le Fonds irakien de développement est doté de 1000 Md IQD (769 M USD) par an pendant trois ans. Il doit servir de fonds d'amorçage au développement de projets financés par le secteur privé via six sous-fonds focalisés sur les thématiques

suivantes : environnement, transformation numérique, logement, industrie, agriculture et éducation. Le PDG du Fonds, Mohammed al-Najjar (conseiller du Premier Ministre pour les Investissements), espère que des fonds souverains ou agences de développement étrangers abonderont certains de ces sous-fonds. Le *Public Investment Fund* saoudien aurait manifesté son intérêt.

2. APPEL D'OFFRES POUR LE 1^{ER} PROJET DE VALORISATION ÉNERGÉTIQUE EN IRAK.

La [Commission nationale d'investissement](#) a lancé un appel d'offres pour un projet de valorisation énergétique à Nahrawan, dans la banlieue de Bagdad. Il s'agit du premier projet de ce type en Irak. Le projet impliquerait la valorisation énergétique de 4000 tonnes/jour de déchets – la gestion des déchets continuerait d'être assurée par la municipalité de Bagdad. Il s'agirait d'un contrat de *independent power producer* (IPP), avec signature d'un *power-purchase agreement* avec le gouvernement irakien. La ville de Bagdad, peuplée de 9 millions d'habitants, produit environ 9500 tonnes de déchets par jour.

3. HAUSSE DES RECETTES PÉTROLIÈRES (HORS KURDISTAN) EN OCTOBRE 2023.

Les recettes pétrolières de l'Irak (hors région autonome du Kurdistan – RAK) ont atteint 9,7 Mds USD, soit leur plus haut niveau depuis le mois d'août 2022. La relative baisse du prix du pétrole par rapport au mois de septembre (88,26 USD en octobre contre 91,35 USD en septembre) a été compensée par l'effet-volume (3,55 M barils/jour exportés en octobre contre 3,44 M en septembre). Cela est essentiellement dû à la hausse des exportations en provenance du Sud du pays, qui atteignent presque 3,5 M barils/jour à elles seules, contre 3,2 M barils/jour en moyenne en 2022 et sur les trois premiers mois de l'année 2023. Cette hausse compense largement l'arrêt des exportations du pétrole produit à Kirkouk (du fait de la fermeture de l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan). Les recettes pétrolières excèdent de plus de 2 Mds USD celles théoriquement prévues par le budget irakien (7,6 Mds USD, sur la base de 3,5 M barils/jour exportés en moyenne à 70 USD/baril).

IRAN

1. AUGMENTATION MODÉRÉE DE L'ACTIVITÉ (23 AOUT - 23 SEPTEMBRE)

Selon la Chambre de commerce, d'industrie, des mines et d'agriculture d'Irak (ICCIMA), l'indice des directeurs d'achat s'est élevé à 54,34 points au mois de Shahrivar (+4,37 points en g.m), son niveau le plus élevé sur les quatre derniers mois. Malgré la hausse de la production à 58,56 (+ 3,96 points en g.m) et des nouvelles commandes de clients à 55,02 (+10,18 points en g.m), les recrutements de main-d'œuvre auraient diminué à leur plus bas niveau sur les huit derniers mois à 48,2 (-1,2 points en g.m) en raison de l'émigration d'une main d'œuvre qualifiée. Les directeurs d'achat pointent également des difficultés liées **i**) aux pertes causées par l'imposition de prix administrés aux industries du ciment et de l'acier, **ii**) aux réglementations appliquées par la banque centrale aux exportateurs de produits chimiques pour rapatrier leurs revenus en devises, **iii**) à la hausse du prix des intrants des sites pétrochimiques, **iv**) aux nouvelles taxes appliquées aux exportateurs de matières premières, notamment de minéraux non métalliques et **v**) aux difficultés des entreprises à obtenir des liquidités et à couvrir leurs besoins en fonds de roulement. Pour mémoire, dans le cadre du septième plan quinquennal de développement, les revenus provenant de l'exportation des minéraux, du pétrole, du gaz et des produits pétrochimiques devraient être soumis à un impôt afin d'encourager le développement de la production manufacturière.

2. L'INFLATION DEVRAIT ATTEINDRE 45,5% EN MOYENNE ANNUELLE.

Selon le centre national des statistiques, à la fin du mois de Mehr (23 septembre – 22 octobre), l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation se serait établie à 2,3% en g.m, 39,2% en g.a et 45,5% en moyenne annuelle. Mesurée en moyenne annuelle, l'inflation sur les catégories « biens alimentaires » et « biens non-alimentaires et de services » s'élève respectivement à 55% et à 40,9%. Sur cette dernière catégorie, les principaux contributeurs de l'inflation sont « l'hôtellerie et la restauration » (+70,4%) et « la santé et le bien-être » (+50,5%). Par décile de niveau de vie, l'inflation des ménages du premier décile (ménages les plus modestes) aurait été de 44,6% contre 46,5% pour le dixième décile (ménages les plus aisés).

3. LA PRODUCTION PÉTROLIÈRE DEVRAIT ATTEINDRE 3,4 M B/J.

En marge de la réunion du conseil des ministres cette semaine, le Ministre du pétrole aurait indiqué que la production iranienne de pétrole atteindrait aujourd'hui 3,4 M b/j, contre 2,2 M b/j lors de sa prise de fonction en 2021. Il aurait ajouté qu'avec les investissements réalisés dans les champs pétroliers et gaziers ainsi que l'augmentation de la capacité des raffineries et de la pétrochimie, la croissance de l'ensemble du secteur devrait s'accélérer. À titre de comparaison, dans son dernier rapport, l'OPEP indique une production de pétrole de 3,1 M b/j pour l'Iran au mois d'octobre.

ISRAËL

1. SIGNATURE D'UN CONTRAT DE FOURNITURE DE MATÉRIELS FERROVIAIRES ENTRE ALSTOM ET ISRAEL RAILWAYS.

Le contrat entre le chemin de fer israélien et Alstom pour la fourniture de 4 locomotives et 96 voitures à deux étages a été signé lors de la visite du Président de la République. Ce contrat (1 Md ILS, soit 250 M€) avait été annoncé début août.

2. LE MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ACCORDE DES LICENCES D'EXPLORATION À 6 ENTREPRISES.

Dans le cadre de la quatrième procédure concurrentielle d'attribution des licences d'exploration, lancée fin 2022, deux consortiums de 3 entreprises ont obtenu douze permis: 1/ ENI (société exploitante), Razio et Dana Petroleum; 2/ la compagnie nationale d'Azerbaïdjan (SOCAR, société exploitante), BP et NewMed Energy. Le permis d'exploration est accordé pour 3 ans (prolongeables en deux étapes à sept ans).



3. L'ÉTAT MET EN PLACE UN FONDS D'ASSURANCE POUR LE FRET AÉRIEN ET MARITIME DURANT LA CRISE À GAZA.

Le Ministère des Finances a défini un cadre juridique qui permettra d'assurer le fret aérien et maritime afin d'assurer la chaîne d'approvisionnement et la continuité des exportations. Les propriétaires de marchandises susceptibles de courir un risque concernant le fret aérien ou maritime et souhaitant assurer leur cargaison sont invités à déposer une déclaration sur le site web de *Israel Tax Authority*. Une couverture de certains frais de stockage est aussi envisagée.

JORDANIE

1. LA JORDANIE SORT DE LA LISTE GRISE DU GAFI.

Lors de son assemblée plénière, qui s'est tenue du 23 au 27 octobre 2023 à Paris, le Groupe d'action financière (GAFI) a annoncé la sortie de la Jordanie de la liste grise. Pour rappel, la Jordanie avait été placée sur liste grise en octobre 2021 – les pays qui y sont inscrits sont sous surveillance renforcée mais s'engagent à résoudre les lacunes stratégiques identifiées dans leur réglementation relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) dans les délais convenus. A l'occasion de l'assemblée plénière, Adel Al-Sharkas le Gouverneur de la Banque Centrale de Jordanie (CBJ), le président du comité national de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LBC/FT) et le directeur de l'unité LBC/FT se sont rendus en France. La sortie de liste intervient après la mise en œuvre intégrale du plan d'action visant à mettre en œuvre les recommandations du GAFI.

2. BAISSÉ DES PRIX DES CARBURANTS.

La commission de fixation des prix du ministère de l'Énergie a annoncé une baisse des prix de vente des carburants pour le mois de novembre pour la première fois depuis juin 2023 :

- SP 90 : 0,925 JOD (1,3 USD) -0,05 JOD (-0,07 USD)
- SP 95 : 1,165 JOD (1,64 USD) -0,055 JOD (-0,078 USD)
- SP 98 : 1,315 JOD (1,85 USD) -0,055 JOD (-0,078 USD)
- DIESEL : 0,795 JOD (1,12 USD) -0,03 JOD (-0,04 USD)
- Kérosène : 0,62 JOD (0,874 USD) (prix inchangé)
- Bouteille de gaz : 7 JOD (9,87 USD) (prix inchangé)

Cette baisse des prix intervient dans un contexte de relative volatilité des prix du pétrole couplée à des perturbations d'approvisionnement en provenance d'Irak (7 % des besoins pétroliers de la Jordanie et à des prix préférentiels : réduction de 16 USD par baril par rapport aux prix du Brent) qui semblent cependant s'être apaisées ces derniers jours.

3. SIGNATURE D'UN ACCORD POUR LA RÉNOVATION DE LA STATION D'ÉPURATION DE RAMTHA.

Le Ministre de l'Eau et de l'Irrigation (MoWI), Raed Abu Al-Saud, a signé le 30 octobre 2023, en présence de représentants de l'Union Européenne et de l'AFD, et du secrétaire général par intérim de l'Autorité de l'eau (WAJ), un accord pour rénover et agrandir la station d'épuration de Ramtha avec l'entrepreneur jordanien Hussein Attia Contracting Company, et l'allemand Passavant. Le projet, d'une valeur de 50,65 M USD, est financé par des prêts et des dons de l'Agence française de développement (AFD) et de l'Union européenne (UE) et comprend deux phases. La première devrait s'achever en 2027, et permettra d'augmenter la capacité de traitement actuelle de la station de 5 400 m³ d'eau par jour, pour atteindre 16 400 m³ d'eau par jour et desservir 200 000 habitants. La seconde permettra d'augmenter la capacité de la station à 27 400 m³ d'eau par jour pour desservir 430 000 personnes jusqu'en 2045.

4. EXÉCUTION BUDGÉTAIRE AU COURS DES 8 PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE 2023.

Selon le Ministère des Finances (MoF), les recettes totales ont atteint un montant de 5,8 Mds JOD (8,2 Mds USD) lors des huit premiers mois de 2023, soit une augmentation de +5,4 % en g.a. Elles sont composées à 99,4 % de recettes domestiques, complétées par l'aide budgétaire étrangère, sous forme de dons, qui a diminué de -71 % en g.a. pour s'établir à 36,2 M JOD (51 M USD). Les dépenses se sont élevées à 7 Mds JOD (9,9 Mds USD), en augmentation de +2,9 % en g.a. Ainsi, le déficit budgétaire connaît une diminution de -8 % et s'élève, en prenant en compte les dons, à 1,2 Mds JOD (1,7 Md USD). Il représente -5,1 % du PIB, contre -5,9 % du PIB sur la même période en 2022. Fin août 2023, le montant de la dette, hors dette détenue par le Fonds d'investissement de la sécurité sociale (SSIF), s'élevait à 31,7 Mds JOD (44,7 Mds USD), soit 88,7 % du PIB -contre 91 % du PIB fin 2022. Ce chiffre inclut la dette des opérateurs WAJ et NEPCO qui atteint 8,7 Mds JOD (12,3 Mds USD).

LIBAN

1. PROJET DE LOI SUR LE RECOUVREMENT DES DÉPÔTS BANCAIRES BLOQUÉS.

Le Vice-Premier Ministre Saadé Chami a présenté le 1^{er} novembre en conseil des ministres un projet de loi concernant les mécanismes de recouvrement des dépôts bloqués par les restrictions bancaires illégales en place depuis 2019. Le texte prévoit notamment d'identifier et de taxer les personnes physiques et

morales ayant réalisé des bénéfices sur leurs crédits en dollars via l'exploitation de différents taux de changes entretenus par la Banque du Liban et le marché des chèques bancaires. Cet impôt sur les bénéfices pourrait alimenter le Fonds de recouvrement des dépôts, à ce stade non constitué. Une fois approuvé en conseil des ministres, ce texte devra être examiné par le Parlement.

PALESTINE

1. ISRAËL AUTORISE L'ENTRÉE DE 8000 TRAVAILLEURS PALESTINIENS.

L'armée israélienne a autorisé le 31 octobre le retour de 8000 travailleurs palestiniens principalement employés dans la construction de logements et d'infrastructures, les cultures maraîchères et fruitières ou encore les hôpitaux. La Fédération générale des syndicats palestiniens s'est adressée à l'Organisation Internationale du Travail et à la Confédération syndicale internationale pour plaider en faveur du retour de tous les travailleurs palestiniens sur leur lieu de travail. L'emploi palestinien en Israël génère 1,5 Md ILS (355 M EUR) par mois.

2. APPEL CONTROVERSÉ AU GEL DES TRANSFERTS DE FONDS À L'AUTORITÉ PALESTINIENNE.

Le Ministre israélien des Finances appelle à la suspension du versement des « *clearance revenues* » collectés au nom de l'Autorité palestinienne (AP) pour octobre 2023 et à leur réexamen invoquant le « soutien » de l'AP au Hamas. Le ministre israélien de l'Intérieur a ordonné que le montant qui aurait du être transféré en novembre à l'AP soit versé aux collectivités locales de villes arabes israéliennes. Chaque mois, d'après les accords d'Oslo (1993), Israël perçoit des taxes sur les importations palestiniennes et reverse 750 M ILS (177 M EUR) à l'AP. Depuis janvier 2023, le total des déductions fiscales retenues par Israël s'élève à 770 M ILS (182 M EUR) selon le ministère des Finances palestinien. Le gel du transfert des « *clearance revenues* » conduirait au creusement du déficit budgétaire de l'AP et entraverait encore sa capacité à rémunérer les fonctionnaires qui reçoivent 80 à 85% de leurs salaires depuis novembre 2021.

SYRIE

1. BAISSÉ DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES EN 2024.

Le régime a approuvé à la fin du mois d'octobre le budget 2024 qui s'élève à 35 500 Mds SYP (soit 2,59 Mds USD selon le taux de change parallèle) dont 26 500 Mds SYP pour les dépenses courantes et 9 000 Mds SYP pour les dépenses d'investissement. Malgré une augmentation en nominal de 115 %, le budget 2024 baisse en réalité de plus de 25% en USD, soit le budget gouvernemental le plus bas sur la période récente.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr